341e Session du Conseil d'administration du BIT

Déclaration du Groupe des travailleurs de l'OIT sur le Myanmar

Appel à un retour à la démocratie et au respect des droits fondamentaux de liberté d'association et de réunion pacifique

27 mars 2021

Monsieur le président,

Je prends la parole pour qu'il soit consigné que le Groupe des travailleurs de l'OIT condamne le plus fermement possible le coup d'État de l'armée birmane du 1er février 2021 à la suite des élections nationales qui se sont tenues dans le pays en novembre 2020.

La situation dans le pays empire de jour en jour et l'armée intensifie sa répression. Des citoyens sont abattus chez eux, sur leur lieu de travail et dans les rues.

Plus de 300 personnes, y compris des enfants, ont déjà été tuées et environ 2 000 ont été arrêtées, des chiffres qui ne cessent d'augmenter. Je viens d'apprendre qu'aujourd'hui, à l'occasion de la Journée des forces armées, au moins une centaine de personnes sont mortes, faisant de ce jour la journée la plus meurtrière depuis le 1er février.

Les zones industrielles sont devenues des zones de danger. De plus en plus, les travailleurs risquent leur vie pour l'exercice de leur liberté syndicale et de leur droit de manifester pacifiquement.

Maung Maung, le président de la CTUM et ancien membre du Conseil d'administration du BIT, et 25 autres responsables de son organisation syndicale sont recherchés par les militaires. D'autres dirigeants syndicaux sont surveillés et nombre d'entre eux se cachent.

Les travailleurs et les travailleuses doivent pouvoir jouir de leur droit de liberté d'association et de réunion pacifique sans être menacés de mort ou de travail forcé.

Nous saluons les mesures adoptées par certains pays pour empêcher tout soutien à l'armée et à ses activités. Nous félicitons toutes les entreprises qui ont suspendu leurs relations commerciales avec l'armée et nous invitons les autres à suivre cet exemple.

L'armée doit cesser de tuer et de réprimer la population du Myanmar, et doit immédiatement libérer tous les travailleurs et les citoyens qui ont été arrêtés et emprisonnés pour leur participation au Mouvement de désobéissance civile.

Le Groupe des travailleurs soutient entièrement l'appel du mouvement syndical du Myanmar réclamant un retour à la démocratie constitutionnelle et le respect des résultats des élections de novembre 2020.

Nous saluons la position que le Conseil d'administration a adoptée hier et notamment son appel lancé aux autorités militaires de respecter la volonté du peuple et les normes démocratiques, et de rétablir le gouvernement démocratiquement élu.

En ces heures très sombres, nous exprimons notre solidarité envers nos collègues syndicaux, les travailleurs et la population du Myanmar. Merci, Monsieur le président.